

fices, parce que la production était trop considérable. Cette situation est plutôt paradoxale.

Depuis l'annonce de la politique laitière, j'ai plus de 3,000 producteurs de lait industriel dans ma seule circonscription de Lotbinière. Il ne s'agit pas de petits investissements, puisqu'il s'agit de \$200,000, \$300,000, \$500,000 et \$800,000. Le ministre continue à dire et il a reconnu, aujourd'hui à la période de questions, que cette politique avait soulevé beaucoup de réactions, généralement négatives et défavorables. Il a confirmé avoir reçu une demande à l'effet que les trois commissaires à cette Commission puissent démissionner. Cela démontre un malaise profond et très sérieux. Le ministre est-il vraiment au courant de cette situation? Au moment où on étudie les crédits de son ministère, est-il capable de dire si lui, ou son secrétaire parlementaire ou ses spécialistes, ont une recette à nous donner cet après-midi, que l'on pourrait envoyer à nos producteurs pour leur montrer comment réussir à payer les dettes qu'ils ont contractées sous l'influence de ce gouvernement, à cause de la politique laitière?

Le ministre est-il capable de répondre à 30 ou 40 plaintes que j'ai reçues depuis une semaine de cultivateurs de chez moi qui sont sur le point de faire encan, parce qu'ils abandonneraient la production tout simplement? Cette situation-là, monsieur le président, est tragique. C'est le gagne-pain de ces producteurs, c'est la nourriture de la population, c'est tout un système de santé et de mise en marché de notre production que nous faisons chez nous. Le ministre peut-il dire où sont ses intérêts? Est-ce qu'ils sont dans les importations de fromage cheddar et d'autres produits ou sous-produits du lait? Le ministre est-il vraiment le ministre des producteurs canadiens de sorte qu'il va les aider?

Le ministre est-il en mesure aujourd'hui de dire si, lorsqu'il est dans l'Ouest du Canada, il tient le même langage que dans l'Est? Monsieur le président, nous sommes Canadiens ou nous ne le sommes pas. Le ministre dit aux producteurs de l'Ouest, à certaines occasions: Nous avons trop de blé, modérez votre production, et pour cela voici des subventions pour ne pas semer; et dans l'Est du pays, le même ministre non seulement impose un plafonnement mais, en plus, impose une pénalité très lourde à ceux-là qui ont justement trop produit. Ils ont trop produit parce que le gouvernement, par sa politique à court terme, les a amenés à mieux s'organiser.

Je me souviens, depuis le temps que je siége à la Chambre, d'avoir entendu ce ministre et son prédécesseur dire qu'il est important que nous ayons une agriculture moderne, bien équipée, que les producteurs de lait modernisent leur équipement, qu'ils mettent leurs troupeaux sous le contrôle du ROP, qu'ils s'endettent. C'est ce qu'ils ont fait, monsieur le président. Voilà qu'aujourd'hui ces gens-là sont pénalisés parce qu'ils travaillent. Le ministre peut-il dire cet après-midi, premièrement, quelle est la recette qu'il propose afin que les producteurs puissent adapter leur vie à cette nouvelle politique? Le ministre a-t-il une recette à proposer afin que les producteurs puissent retarder les paiements de leur crédit agricole et de leurs dettes sur leur équipement agricole? Le ministre a-t-il une recette à donner? Dans l'affirmative, monsieur le président, cela met fin au débat. Dans la négative, le ministre, consciemment, accepte que les producteurs disparaissent tout simplement parce qu'il a choisi de laisser les riches prospérer et les petits disparaître.

Monsieur le président, l'agriculture ne sera jamais viable au Canada s'il existe une politique pour les plus riches et si on abandonne les plus petits. Quand je dis «les plus petits»,

Subsides

peut-être que dans l'esprit de certains députés, cela signifie les tout petits producteurs avec trois vaches; cela signifie dans mon esprit, des producteurs de lait pouvant faire des investissements de \$200,000, \$300,000, \$400,000 ou \$500,000 et qui se voient aujourd'hui pénalisés. Je veux bien être honnête à ce sujet et je sais bien que la faute n'est pas entièrement imputable au gouvernement du Canada. Il y a des chefs syndicaux à ce niveau qui n'ont pas été vraiment francs vis-à-vis des producteurs et qui n'ont pas toujours servi la cause des producteurs agricoles. Monsieur le président, le ministre est au courant de cela.

Il y a aussi ce fameux problème de deux genres de production: nature et industrielle. Il y a aussi ce problème, savoir qu'on se renvoie la balle, aux niveaux provincial et fédéral, selon les circonstances, selon que cela fait l'affaire tant à Ottawa qu'à Québec pour se dépanner momentanément d'une discussion, d'un dialogue quelconque ou d'une certaine période des questions. Je sais bien tout cela, monsieur le président. Je pense que le temps est venu de cesser de se renvoyer la balle d'Ottawa à Québec, de cesser de renvoyer la balle aux syndicats aussi en disant: Eh bien, faites une production intégrée, nature et industrielle. Que l'on adopte une politique de consultation intense et qu'on présente une politique à long terme. C'est ce que les producteurs veulent savoir.

Pour le moment, monsieur le président, ce n'est pas tellement le prix qui les préoccupe, mais ce qui leur pendra au bout du nez demain matin. Je pourrais lire à ce ministre, cet après-midi, 30 à 40 lettres de protestations, des gens qui sont complètement en désarroi, qui n'ont plus aucun espoir du lendemain à travailler indépendamment sur leur propre ferme, puisqu'ils sont complètement défavorisés par cette politique.

Monsieur le président, j'espère très sincèrement, en dehors de tout esprit de «partisanerie» politique, que le ministre va considérer ces questions, que j'expose peut-être d'une façon violente, mais qui reflètent exactement les demandes de mes concitoyens de Lotbinière qui sont très concernés, il en existe des milliers chez moi, mais aussi celles d'innombrables producteurs à travers le Québec qui sont dans cette situation.

Monsieur le président, nous n'avons pas le droit en conscience, en tant que Parlement ou en tant que gouvernement, de laisser les choses aller, d'imposer la politique laitière qui a d'ailleurs été annoncée en retard, et, monsieur le président, nous n'avons pas le droit de laisser appliquer cette politique sans assurer une honnête existence et un revenu équitable pour le nombre d'heures, pour le travail et pour l'investissement fournis. Sinon, monsieur le président, cela me prouvera, une fois pour toutes, que l'agriculture n'est pas importante aux yeux du gouvernement, mais je ne suis pas encore convaincu. Je voudrais bien que le ministre fasse connaître ses intentions à ce sujet, et, surtout, je répète cette question: Le ministre, aussi longtemps qu'il sera là, continuera-t-il de nous jouer en utilisant une politique à court terme, d'une année à l'autre, ou bien s'il consentira un jour ou l'autre à offrir une politique à long terme?

Monsieur le président, je rappellerai à la Chambre que, l'an dernier, ce même ministre, au son des tambours et des trompettes, annonçait une politique supposément extraordinaire à long terme, qui devait régler le problème une fois pour toutes. Cela n'a même pas duré un an. Cela a duré exactement neuf mois. Et là la menace d'une fausse surproduction est apparue avec les statistiques relatives à l'importation de produits étrangers et le désarroi a commencé à s'emparer des producteurs.